

et leur maintien" et que "à n'en pas douter un tel matériel sera d'un apport précieux à la Marine Royale. Certains des jeunes officiers ont été affectés à des postes très rapprochés de l'ennemi et se sont acquittés de leurs devoirs admirablement".

Les vaisseaux de la Marine Canadienne sont en service 24 heures par jour depuis le début des hostilités non seulement à escorter les convois mais aussi à patrouiller les côtes. Certaines unités ont été envoyées dans la mer des Antilles et dans les eaux européennes et en maintes circonstances elles ont joué un rôle de premier plan dans la capture de vaisseaux ennemis. La Marine Canadienne a perdu à date, un vaisseau, le H.M.C.S. *Fraser*. L'avis officiel du désastre, lu en Chambre des Communes par le Premier Ministre le 28 juin, était ainsi conçu: "Les quartiers généraux du Service de la Marine regrettent d'annoncer que dans l'exercice de périlleux devoirs au large de l'embouchure de la rivière Gironde, près de Bordeaux, France, le H.M.C.S. *Fraser* a été perdu". Sur un équipage total de 160 officiers et marins, 45 ont été portés morts ou manquant à l'appel. En marge de ce désastre, un autre navire de la Marine Canadienne, le H.M.C.S. *Restigouche* s'est couvert de gloire en sauvant, en pleine nuit et malgré le mauvais temps, la majorité des survivants.

Peu de temps après, le H.M.C.S. *St-Laurent* recueillit au moins 700 personnes de l'*Arandora Star* torpillé en route pour le Canada avec des prisonniers allemands et italiens. Pour bravoure déployée durant l'évacuation de la France, trois officiers de la Réserve des Volontaires de la Marine Royale Canadienne ont été décorés de la croix du Distinguished Service, tandis que trois autres ont été signalés dans les dépêches; ce sont les premières marques de distinction accordées dans cette guerre à des Canadiens faisant du service outre-mer en qualité de membres d'unités canadiennes.

Pour remplacer le *Fraser*, le H.M.C.S. *Margaree*, un destroyer de la classe D, a été acheté de la Marine Royale et mis en service vers la fin du mois d'août.

Effort économique et organisme établi pour en assurer le rendement.

La 'guerre totale' moderne exige la mobilisation des puissances économiques pour l'armement et l'approvisionnement des effectifs de combat et pour assurer la survivance des populations civiles à un moment où l'effort national se concentre sur la guerre jusqu'aux limites du possible. Cela veut dire que le Canada, en plus de donner des hommes et du matériel à ses propres armées, doit, jusqu'au maximum de ses capacités, fournir à ses alliés des denrées alimentaires, des munitions, des armements et des matières premières.

Le Canada est beaucoup mieux en état de collaborer dans ce sens qu'en 1914 parce que son armature industrielle aussi bien que son agriculture sont beaucoup plus développées. L'aptitude d'un pays à faire la guerre doit toujours se mesurer à sa capacité d'adapter, d'augmenter et d'ajuster sa production aux exigences constamment changeantes de la guerre. La marge disponible de production au-dessus des besoins de la consommation et la facilité de la mobilisation rapide sont les seules choses qui puissent déterminer l'effort à faire. Le Canada dispose d'amples ressources de main-d'œuvre, de capital et de matériaux dont une partie reste inemployée et il devrait pouvoir affecter une bonne partie de sa production à des fins de guerre, sans pour cela abaisser trop vivement le standard de vie de sa population.

En général, l'outillage de production de la nation n'a jamais donné son plein rendement. En tenant compte de ceci et des réserves de main-d'œuvre, il est clair apparemment que, aiguillonnée par la demande de temps de guerre, la production